

MISE EN PLACE D'UN CADRE D'INVESTISSEMENT AGRICOLE



ANCRAGE DE L'ACTIVITE (mondial)

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (12 Aout 2014)

- Multiplier par deux d'ici 2030 la productivité agricole (Objectif 2.3)

DECLARATION DE MALABO (2014)

- L'augmentation de l'investissement en agriculture (Engagement n°2)



ANCRAGE DE L'ACTIVITE (NATIONAL)

PNIAEP/
PSAEP
2016-2020

LETTRE DE
POLITIQUE
FONCIÈRE
2016-2030

- Création de 2 millions d'Ha de **Zones d'investissement** en 10 ans en vue d'accroître la production agricole à vocation alimentaire (30% des zones) et destinés aux marchés internationaux (70% des zones)(Sous-Programme 1.1)
- Madagascar présente une vraie potentialité en agriculture avec 35 millions de terres propices à l'agriculture
- Le foncier constitue un élément majeur de développement, prévision de sécurisation foncière des investisseurs, des acteurs privés, des jeunes et des petites exploitations (Sous-Programme 1.2)
- Identification de façon concertée des zones prioritaires telles que les **Zones d'Investissements**, d'extension urbaine, de valorisation de la biodiversité, d'aménagement agricole (Axe 2.2) / Consécration d'un statut spécifique aux terrains à vocation spécifique telles les ZIA

Tentative de mise en place de ZIA

- **1 ère tentative en 2005:** ZIA créées à partir d'arrêté du MAEP et d'arrêté de dotation de terrains à la Région, ZIA mal cadrées, pas d'aboutissement
- **2 ème tentative, en 2015 :** opérateurs ZIA sont sélectionnés suite à un appel à manifestation d'intérêt (En total: il y a 18 terrains ZIA d'une superficie environ de 1800 HA, tous des Domaines privés de l'Etat ou de la Région)

POINTS POSITIFS

Cette expérience régionale a permis de tirer des leçons pour l'élaboration du cadre juridique des ZIA en cours actuellement

POINTS NÉGATIFS

- ZIA ne disposant pas de cadre juridique, ni institutionnel claire
- Existence de certaines contestations liées aux préoccupations d'accaparement de terrains par les opérateurs au détriment des paysans ayant occupés les terrains (DPE)

PROCESSUS DE MISE EN PLACE DU CADRE D'INVESTISSEMENT AGRICOLE RESPONSABLE (AU NIVEAU NATIONAL)

1. Cadre juridique



Etudes: Évaluation des ZIA dans la Région Vakinankaratra

Constitution du Comité Technique de Préparation des ZIA
(chargé du processus)

Consultations Interrégionales en vue de l'élaboration du
cadre Juridique des ZIA (Suivant DV pour une gouvernance
responsable des régimes fonciers prévoyant le principe de
consultation et de participation)

Expérimentation de méthodologie d'identification et de mise en
place de ZIA en collaboration avec la communauté locale

Elaboration du cadre légal de l'investissement agricole
responsable (Atelier national de validation, CRTF, CRDA, Conseil
des Ministre, Parlement)



2.CADRE DE PROMOTION ET D'APPUI

Mise en place d'un ensemble d'outils et de dispositif de promotion de l'investissement agricole par l'EDBM





LES PRINCIPES ISSUS DES CONSULTATIONS PUBLIQUES

- Participants généralement favorable à la mise en place des ZIA (pour pouvoir étendre leurs terrains de culture)
- Les petits producteurs veulent également bénéficier des ZIA (d'où une proposition de catégorisation de ZIA en petit, moyen et à grande échelle)
- Participants généralement contre le déguerpissement/ à la limite il faut prévoir une compensation



MERCI

